

OPINIONS

Les politiques d'achats responsables au service de la résilience de l'industrie française

Une trentaine d'entreprises s'engagent d'ores et déjà sur le principe d'achats responsables, invitant des producteurs ou des investisseurs à relocaliser dès à présent neufs segments de production comme certains emballages recyclables ou des cartes électroniques. Cette mobilisation est indispensable pour reconquérir notre souveraineté industrielle, expliquent Olivier Lluansi, Associé PwC, Jean-Luc Baras, Président du Conseil national des achats et Vincent Moulin-Wright, Directeur général de France Industrie.

On ne relocalise pas pour relocaliser. Les relocalisations sont toujours impulsées par un intérêt légitime, un motif à agir : les consom-acteurs qui favorisent les circuits courts, la puissance publique qui relance l'activité ou reconquière une souveraineté économique perdue (on pense naturellement aux médicaments), les entreprises qui sécurisent leurs chaînes d'approvisionnement fragmentées à outrance par la mondialisation.

Et le potentiel est là ! Cinquante-huit catégories de produits, constituant un flux annuel de 115 milliards d'euros d'importations, ont été identifiées comme prioritaires et propices pour des relocalisations, en juillet dernier, par le Conseil national des achats (CNA) et le cabinet de conseil PwC : deux tiers de productions sensibles mais matures et un tiers de nouvelles productions pour des marchés émergents ou en mutation (comme les biomédicaments ou la motorisation électrique des voitures). Si seulement 20% de ce potentiel était relocalisé, 65.000 emplois directs et 200.000 indirects seraient sauvegardés ou créés en France.

Depuis la rentrée, une mobilisation collective s'est mise en place pour transformer ce potentiel en réalité. Si les laboratoires pharmaceutiques ont déjà lancé leur initiative, trois autres

secteurs s'apprêtent à engager des études de faisabilité et révéler les leviers de succès de la relocalisation d'une partie de leurs approvisionnements actuellement importés. Dès à présent et sur un périmètre représentant globalement de plus 14 milliards d'euros d'importations par an, une vingtaine de donneurs d'ordres de l'industrie manufacturière, de l'agroalimentaire et de l'électronique sont ainsi mobilisés avec leurs fournisseurs.

Allant encore plus loin, une trentaine d'entreprises s'engagent d'ores et déjà sur le principe d'achats responsables, invitant des producteurs ou des investisseurs à relocaliser dès à présent neufs segments de production comme certains emballages recyclables ou des cartes électroniques. Cette démarche associe le Conseil national des achats, France Industrie, quatre des 18 Comités stratégiques de filière du Conseil national de l'industrie, des donneurs d'ordre de renom comme Orange, Thalès, Seb, Nokia ou Eiffage. Une telle mobilisation est innovante. Elle est une excellente nouvelle comme nous avons pu le faire valoir auprès Agnès Pannier-Runacher, Ministre déléguée à l'industrie : la délocalisation est sans doute parvenue au bout d'un cycle. Les politiques achats intègrent mieux les enjeux de proximi-

té, d'environnement ou de responsabilité sociétale. Mais ne soyons pas naïfs : d'autres pays Europe et dans le monde engagent des démarches similaires, parfois plus anciennes et plus agressives. Ensuite, une telle mobilisation a vocation à prendre de l'ampleur, car après 10 années de politique de l'offre, la France est redevenue compétitive au moins pour certaines catégories de produits et notamment celles à forte valeur ajoutée. Cette compétitivité, impactée par la crise sanitaire actuelle, sera durable si elle s'inscrit dans une relation fournisseur réellement collaborative. En croisant ainsi les politiques d'achats-responsables et cette attractivité retrouvée, nous révélons un réel potentiel de réindustrialisation. Grâce au Plan de relance, il y a urgence à accélérer cette affirmation des politiques d'achats-responsables de nos grands donneurs d'ordre et les relocalisations qui devront en découler. Il y va de la reconquête d'une sécurité d'approvisionnement, de notre volonté de jouer à « armes égales ». ■



